

**VISIONS**

# **DOMINIQUE CARDON, LA DEMOCRATIE INTERNET**

Comment et  
pourquoi la  
Toile invente un  
autre type de  
démocratie





L'entretien avec Dominique Cardon a été réalisé le mardi 3 juillet 2012 aux Jardins de l'Innovation de France Télécom / Orange, rue du Général Leclerc à Issy-les-Moulineaux. Le sociologue travaille en effet aux laboratoires des usages des Orange Labs, au quatrième et dernier étage d'un bâtiment d'où il peut voir ce lieu d'échange et de partage des connaissances sur notre nouveau monde numérique dont il apprécie la fonction et la symbolique.

### **Qui est Dominique Cardon ?**

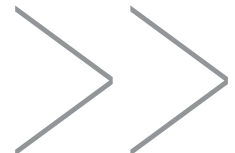
Dominique Cardon est sociologue au Laboratoire des usages (SENSE) des Orange Labs, et chercheur associé au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ses travaux portent sur les relations entre les usages des nouvelles technologies et les pratiques culturelles et médiatiques. Il s'intéresse notamment aux transformations de l'espace public sous l'effet des nouvelles technologies de communication. Ses recherches récentes portent sur l'algorithme de Google, les réseaux sociaux de l'Internet, les formes d'identité en ligne, l'autoproduction amateur et l'analyse des formes de coopération et de gouvernance dans les grands collectifs en ligne. Collaborateur régulier de la revue Réseaux dont il a dirigé les numéros spéciaux sur «les réseaux sociaux de l'Internet» (n° 152, décembre 2008) et le «Web 2.0» (n° 154, mars 2009), il a signé à l'été 2012 un article intitulé «Regarder les données», dans le numéro 49 de la revue Multitudes. Il est l'auteur de *La démocratie Internet. Promesses et limites* (Seuil, La République des idées, 2010), et, avec Fabien Granjon, de *Mediactivistes* (Presses de Sciences Po, 2010).

**L'entretien a été réalisé par Ariel Kyrrou le 3 juillet 2012.**

**Culture Mobile :** Existe-t-il selon vous un type de démocratie propre à l'Internet, forcément différent de la démocratie représentative ?

**Dominique Cardon :** On peut utiliser le terme démocratie selon des sens extrêmement nombreux. Il y a sa définition restreinte, qui revient continuellement dans les médias comme dans notre tête : elle se résume à la démocratie représentative et aux élections qui servent à désigner les pouvoirs exécutif et législatif. Mais le terme a aussi un sens beaucoup plus large, qui est le pouvoir du peuple, autrement dit l'auto-souveraineté des citoyens. Or Internet répond selon moi très bien à cette seconde définition, alors qu'il répond très mal à la première. Beaucoup de débats sur le rôle d'Internet dans la démocratie se contentent d'ailleurs d'interroger les usages d'Internet sous le regard de cette première démocratie, c'est-à-dire du choix des gouvernants : est-ce que ça va aider un tel ou un tel à gagner les élections ? Est-ce que cela va produire tel ou tel effet sur les votes ? Or ce sont là de mauvaises questions pour qui veut éclairer cette problématique de la démocratie et d'Internet. L'apport démocratique de la Toile est en effet à chercher non du côté de la société politique en tant que telle mais du côté de ce qu'on appelle la société civile. Il permet d'élargir cet espace assez indéfinissable qui existe entre le marché et l'Etat. Internet joue en effet un rôle majeur dans l'émancipation, dans l'auto-organisation de la société civile, sans que ses acteurs aient nécessairement à se préoccuper du centre de la société que seraient l'exécutif et la démocratie représentative... La clef est donc cette capacité de chacun à se prendre en main, qui se traduit en anglais par la notion d'*empowerment*. Très présente dans les débats d'Internet depuis une vingtaine d'années, elle consiste à offrir à tous des technologies ainsi que des systèmes d'échange et de production en commun qui leur permettent de réaliser ce qui, en eux, serait le propre



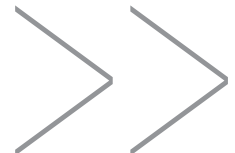
de leur citoyenneté, à savoir la sociabilité, et d'orchestrer en conséquence la mise en dialogue de la société dans son ensemble.

Y a-t-il des exemples forts voire une illustration majeure de ce type d'*empowerment*, c'est-à-dire d'enrichissement démocratique via l'Internet et ses usages ?

L'histoire d'Internet, quand on la regarde depuis ses origines, est truffée de tels exemples. Le plus symbolique est Wikipédia, ne serait-ce qu'à cause de son énorme succès, le site étant tout de même le cinquième du monde en termes de fréquentation. Mais on pourrait remonter à Usenet, premier forum d'Internet, ou parler du monde du logiciel libre qui correspond lui aussi à cette idée d'un enrichissement que l'on pourrait qualifier de démocratique, via le principe d'un logiciel gratuit ouvert *a priori* aux apports de tous, que l'on va fabriquer soi-même avec d'autres. Car pour fabriquer soi-même et à plusieurs un logiciel, un site ou un projet comme Wikipédia, il faut instaurer des mécanismes d'échanges, de dialogues, de coproduction, de division du travail, d'organisation des tâches qui ne soient pas une planification par le haut mais une construction par le bas, par la volonté des individus participants.

La clé, par exemple pour Wikipédia, c'est donc la capacité à construire l'encyclopédie sans recours à des compétences extérieures à ceux qui seront également ses usagers ?

Exactement, comme si les internautes se disaient entre eux : l'encyclopédie de la connaissance, on va la fabriquer nous-mêmes. On ne va pas demander à d'autres, au marché ou à l'Etat, de la produire, en interagissant plus ou moins avec l'un et l'autre. On va coordonner nous-mêmes nos compétences et l'utilisation de nos savoirs. On va trouver et définir nous-mêmes les règles de mise en œuvre, de production en commun de



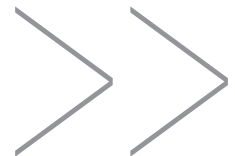
ses textes, images et autres références. Ce qui me fascine toujours avec Wikipédia, c'est que son succès a surpris tout le monde, et même les «Wikipédiens» eux-mêmes. C'est un phénomène courant sur Internet : c'est en faisant, comme ça quasiment sans l'avoir anticipé, que les gens réalisent qu'ils sont capables d'accomplir à plusieurs des choses dont ils s'imaginaient auparavant incapables.

Est-ce que tu pourrais rappeler comment fonctionne Wikipédia ?

Wikipédia dépend d'une technologie particulière du Web, apparue en 1998-1999, qui est le Wiki, soit la possibilité d'écrire soi-même et de corriger ce qu'un autre a écrit au sein d'une page Web sans avoir à en demander d'autorisation... Car lorsque les droits sont ouverts, ce qui est le cas sur Wikipédia, on peut réécrire sur la même page selon ses désirs. Il y a une dimension première de l'ordre de l'écriture participative : tout le monde écrit ou peut le faire. Mais ce que l'on perçoit bien moins dans le fonctionnement de Wikipédia, et qui est aussi essentiel, c'est que tout le monde est attentif, et veille à ce que les autres écrivent ou effacent. C'est une surveillance des uns par les autres, mais pédagogique, gérée et acceptée par tous. Si j'ai commencé un article sur la brouette, une autre personne qui s'intéresse à la brouette peut participer à l'écriture de l'article, sachant que je vais veiller en retour à ce qu'elle va écrire de son côté, et que je vais par exemple intervenir si elle se met à écrire des choses qui me déplaisent sur le sujet. C'est cette veille qui est participative. Il faut la prendre au sens du «*care*», de l'attention à l'autre, en l'occurrence à la façon dont il intervient, corrige ou complète ce que j'ai fait moi-même. Et c'est ce processus qui peut être qualifié de démocratique...

Mais ce processus «démocratique» n'est pas évident, et passe, je l'imagine, par des règles assez strictes, non ?

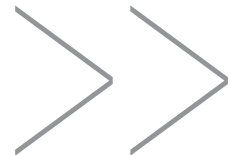
C'est effectivement cette manière d'être attentif à plusieurs qui explique que les Wikipédiens, depuis la naissance de l'encyclopédie en janvier 2001, ont progressivement



inventé toute une série de procédures, ayant pour objectif de vérifier que l'autre produit une connaissance constamment en accord avec les règles fixées par la communauté. Ces règles sont très formelles, et ajoutent un côté parfois très bureaucratique au dispositif. Mais leur intérêt est qu'elles ne disent pas : voilà quel est le bon ou le mauvais savoir, voilà ce qui est vrai et voilà ce qui est faux (ce qu'on n'a pas le droit de dire sur Wikipédia). Leur objet n'est pas d'affirmer la vérité mais de s'assurer que les interventions de chacun respectent un certain nombre de critères d'honnêteté intellectuelle permettant de s'approcher le plus près possible de la justesse, de la véracité. Cela passe par des questions du genre : est-ce qu'il a bien mis des sources ? Est-ce que ses sources sont légitimes ? Est-ce qu'il n'a pas mis trop d'adjectifs ? Est-ce qu'il a fait attention à mettre en balance les thèses opposées sur le sujet ? Est-ce que son article n'est pas «non neutre», selon une expression très utilisée sur Wikipédia ? Il y a donc toute une série de règles collectives. Et vous pouvez très bien, parce que c'est ainsi que fonctionne la technologie du Wiki, faire reproche à quelqu'un de ne pas avoir respecté ces règles, en effaçant tout ou partie de son texte, et personne ne va vous interdire d'agir ainsi... On critique souvent Wikipédia pour cette logique d'écriture participative et ouverte à tout le monde. Qu'est-ce c'est que cette encyclopédie où n'importe qui peut écrire sur n'importe quoi ? Mais ce qu'on oublie de dire, c'est que tout le monde peut également effacer ce n'importe quoi... Ceux qui critiquent Wikipédia feraient mieux, bien souvent, de corriger eux-mêmes. Car c'est très simple, il suffit d'aller sur la page et d'enlever ce qui semble problématique, erroné, mal «sourcé» ou non neutre.

Mais en quoi peut-on affirmer que ces processus participent réellement d'une logique que l'on pourrait qualifier de démocratique ?

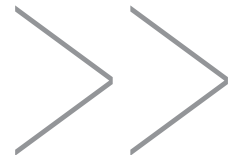
C'est une logique démocratique, d'une part parce que la participation est ouverte à tous, sans aucune exclusive, de la même façon que tout le monde peut publier sur Internet, d'autre part grâce à cette action réellement collective de se surveiller mutuellement.



La surveillance, qu'on pourrait également qualifier de participative, n'émane pas d'un pouvoir extérieur mais du collectif impliqué dans sa totalité. Ce système correspond exactement à ce que Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie décédée en juin dernier, avait défini dans les règles de gouvernance des communs à partir de l'étude de pêcheries en Thaïlande ou dans les Philippines. Pour assurer la gouvernance d'un bien commun, qu'il s'agisse de Wikipédia ou d'un territoire de pêche, il faut décentraliser le plus possible la sanction entre chaque internaute ou chaque pêcheur. Le principe d'organisation des grands collectifs, c'est non seulement que la participation soit le fait d'une multitude d'individus, mais que la capacité de sanctionner les autres soit également répartie sur la multitude. Ce qu'a très adroitement compris Wikipédia, c'est qu'il ne fallait surtout pas créer une caste spécialisée de contrôleurs, que chacun devait être à la fois acteur et policier, participant et surveillant. Et ce d'autant que quand on décentralise la sanction, on fait beaucoup d'économie en termes de régulation en évitant de créer toute une série de chefferies verticales qui vont se passer le mot entre les divers échelons en cas de problème et construire ainsi une pyramide hiérarchique.

Mais n'y a-t-il pas une police des polices de Wikipédia ? Car si j'efface un texte pour de très mauvaises raisons, que je le sanctionne alors que je ne devrais pas, ce texte peut être remis, et moi-même ainsi sanctionné, non ?

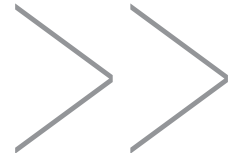
C'est le gros problème de Wikipédia : comme on a complètement décentralisé la sanction, on a ce qu'on appelle des guerres d'édition, avec l'un qui publie, l'autre qui efface, le premier qui publie à nouveau et le second ou un troisième qui effacent et ainsi de suite... Il y a du coup des procédures pour remonter des conflits qui s'enveniment et deviennent des guerres interminables. Cela ne représente qu'une part infime des désaccords, mais il faut parfois extraire le conflit de la situation locale dans laquelle il se trouve, et demander à la communauté de trancher. A une certaine époque, on disait qu'on faisait appel à un «Wiki pompier», terme qui n'est plus utilisé mais que je trouve très juste. Ce



personnage, extérieur à la situation et représentant la communauté, neutre par rapport au conflit, va demander aux personnes d'argumenter. Ce qui est au cœur de l'activité de Wikipédia, c'est que je peux effacer un texte, mais qu'il va falloir que j'explique pourquoi. Or, expliquer pourquoi, c'est se référer aux procédures qui ont été mises en place en ce qui concerne les techniques de production et de validation des savoirs, afin de constater dans quelle mesure elles ont été respectées ou non. Sur ce registre, le critère devenu dominant, de façon presque écrasante, c'est l'obligation de «sourcer». C'est-à-dire que si j'énonce quelque chose, mais que je ne donne aucune preuve de ce que j'avance, je peux immédiatement être sanctionné sur ce motif-là : pas de référence, pas de source crédible pour légitimer mon propos.

Là, on est dans des processus qui ressembleraient plus à ceux d'une démocratie directe que ceux d'une démocratie représentative. Car ce qui est là de l'ordre de la démocratie, c'est le pouvoir accordé à tous, et pas simplement à des élus ou une caste d'experts. Dans cette situation, du moins *a priori*, tout le monde est légitime pour participer au processus de décision, mais qu'en est-il dans la pratique ?

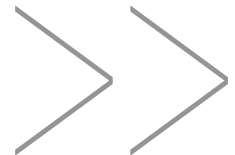
C'est bien là qu'est le cœur de l'affaire. Il faut distinguer ce qui est de l'ordre des représentations, de l'utopie, de l'imaginaire, voire de l'idéologie de ces univers, et ce qui est de l'ordre de la réalité des pratiques. Le socle du système, y compris en pratique, c'est de partir du principe que tout le monde est compétent. C'est une démocratie de tous et de chacun, comme dirait Jacques Rancière. On ne préjuge pas, *a priori* donc, des qualités, des compétences des individus, qu'ils soient simples étudiants, professeurs d'université ou chauffeurs de bus : n'importe qui peut écrire, et personne n'a de droit privilégié sur la





capacité d'entrer dans l'encyclopédie, ce qui est le fondement de la démocratie. Après, le réalisme fondamental du sociologue, c'est de regarder comment cela se passe dans la pratique. Or il se joue ici quelque chose de très particulier qui n'est pas égalitaire. La question de l'égalité est assez compliquée sur Internet. On est tous égaux a priori, mais la différence se creuse ensuite dans la mesure de nos actes, entre ceux qui agissent et ceux qui n'agissent pas. Ce qui est au cœur d'Internet, c'est qu'il faut faire. Internet donne une prime incroyable à ceux qui sont agissants. Et du coup, il peut y avoir une tyrannie des agissants. Je ne peux pas me contenter de critiquer de l'extérieur, il faut que j'écrive, que je commente, que je discute, que je critique et que je justifie ma critique. Si je ne le fais pas, je reste à côté du système. Et ceux qui critiquent, agissent beaucoup, exercent sur les autres une autorité forte, certes fondée sur l'action et l'accomplissement des engagements, mais qui peut prendre des accents presque totalitaires. Dans le cas de Wikipédia, cette autorité peut se transformer en tyrannie bureaucratique, et dans celui des logiciels libres de phénomènes de charisme se constituant autour des figures centrales de la communauté. Cela peut être aussi une tyrannie destructrice avec les *trolls*, polémiques dont l'objectif est littéralement de ridiculiser son interlocuteur. Sur Internet, on a une dynamique où ceux qui ont un peu d'autorité sur les autres, et acquièrent ainsi une visibilité ou même du pouvoir, sont ceux qui sont les plus agissants. C'est typique des mondes en réseaux. La propriété première du réseau, c'est tout simplement l'exclusion de ceux qui ne sont pas ou qui s'avèrent moins engagés dans le réseau. Le réseau encourage les bavards, les prolixes, les infatigables et les plus impliqués dans le système. Les gens plus contemplatifs, plus silencieux, ou qui n'ont pas de volonté de s'engager peuvent être exclus très rapidement du système.

Oui, ce n'est pas l'absence de hiérarchie, mais une hiérarchie de fait, qui se construit *a posteriori* et non *a priori*, selon les thématiques, en fonction de l'implication de chacun. C'est le faire qui constitue la hiérarchie et en



justifie la réalité, il est vrai fluctuante...

Tu as dit le mot exact : on passe d'une démocratie fonctionnant *a priori*, une démocratie statutaire, dépendant de notre statut, de notre diplôme, de notre position dans la société, à une démocratie *a posteriori*, fondée sur l'activité et la réputation qui en découle. Sur Internet, pas d'*a priori*, on présuppose au départ l'égalité de tous les participants, mais en revanche, *a posteriori*, on va regarder qui a fait quoi. D'où le fait que sur Internet, beaucoup de jugements vont se baser sur la vérification que celui qui est jugé est ou n'est pas actif. Sur Wikipédia, l'un des critères qui va permettre de juger, c'est le nombre d'éditions dans Wikipédia : si l'internaute en a écrit 25 ou 50, c'est un débutant, on peut y aller, alors que s'il en a 5000 ou 10000, c'est une autre histoire, on va faire attention, parce que l'on sait que c'est quelqu'un qui, dans la communauté, a une importance, donc d'une certaine façon un statut fort.

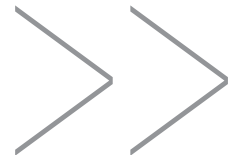
On est dans la logique du commun, c'est-à-dire de biens qui appartiennent à tous, mais que personne ne peut s'approprier tout seul. Les articles de Wikipédia, en l'occurrence, appartiennent à tout le monde. A l'instar des polémiques sur Hadopi, la démocratie statutaire de nos institutions politiques et cette démocratie Internet ne cultivent-elles pas deux visions radicalement différentes de la propriété intellectuelle ?

Sur Internet effectivement, cette dynamique d'échange, cette possibilité pour la société civile de s'auto-organiser, passe par ce qui est au fondement de la démocratie chez beaucoup de penseurs anglo-saxons, pragmatiques voire libéraux de la démocratie, à savoir la sociabilité. La sociabilité, au cœur de l'activité démocratique, c'est la capacité à



échanger, mais aussi la conviction que ce qui constitue fondamentalement mon identité se construit dans et par le dialogue avec l'autre. Or, pour pouvoir échanger, il faut que les biens que l'on échange, qui sont des idées, des biens immatériels, mais aussi des contenus sous forme numérique de textes, de musiques, d'images ou encore de vidéos, aient cette capacité de circulation nécessaire à la qualité de nos discussions, et du coup à la qualité de nos sociabilités. Cet objectif d'une propriété intellectuelle qui soit la plus ouverte possible en devient centrale. Ce qui est très frappant, quand on regarde l'Internet, est cette revendication constante : que personne ne puisse s'approprier des contenus, notamment lorsqu'ils ont fait l'objet, comme Wikipédia ou le logiciel libre, d'une production collective, mais avec en même temps un souci fort de l'identité, et du coup aussi de la signature. Le monde Internet est donc très hostile aux enclosures de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire à l'appropriation des contenus pour ensuite en faire commerce et surtout en limiter l'accès. Mais il ne s'agit pas d'une opposition au droit d'auteur. Il y a sur Internet une attention à la singularité de chacun qui est incroyablement présente. On sait qu'un code de logiciel, aussi libre soit-il, comporte une ou plusieurs signatures des développeurs qui l'ont conçu. Sur leurs pages, les gens qui font Wikipédia revendiquent les articles auxquels ils ont contribué. Cette fierté de la contribution, l'apport de sa propre singularité à quelque chose de collectif, est incroyablement présente chez les internautes. Je pense même qu'Internet renforce ce phénomène de valorisation des singularités. Mais, en même temps, ce qui a été produit collectivement doit pouvoir circuler le plus fortement possible. C'est la tension classique entre le droit d'auteur et la licence...

C'est toute la logique de la licence Art Libre ou des *Creative Commons*, qui permettent à la fois à chacun de revendiquer ses créations ou sa participation à des créations et à ces mêmes créations de circuler, d'être

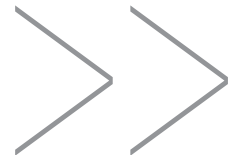


accessibles et d'être transformées de la façon la plus libre possible...

On préserve et on protège la singularité du ou des signataires, mais on autorise au maximum la circulation des œuvres...

Revenons à la question de départ : l'exercice de la démocratie dépend d'un certain nombre d'infrastructures. La démocratie représentative repose par exemple sur l'Etat et les mécanismes de l'élection. Quel est donc, sous ce regard le socle de la démocratie Internet ?

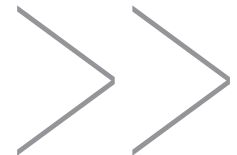
Ce qui est au cœur de cette conception-là de la démocratie, qui est très ancienne et qu'on retrouve par exemple chez Stuart Mill, c'est la liberté d'expression. Or, ce qui est au centre de la liberté d'expression, et c'est là qu'Internet entre en conflit avec les formes traditionnelles de la démocratie représentative, c'est que dans l'espace public des médias traditionnels, il y a des filtres, que l'on appelle les «*gate keepers*», opérant une sélection drastique du droit à l'expression selon des critères complexes et sévères. Il y a les journalistes et les éditeurs, qui disent : toi tu peux publier, toi tu ne peux pas publier, ou encore : toi, je t'invite à passer à la radio et à la télévision, pas toi. Ce qui est au cœur de l'infrastructure d'Internet, c'est qu'on peut publier sans avoir à en demander le droit à qui que ce soit. Auparavant, un espace était maintenu entre les profanes et les professionnels de la parole publique. L'infrastructure de l'Internet, elle dit : qui que tu sois, tu peux t'exprimer. Ce sont les pages perso, les blogs, les forums, et aujourd'hui les réseaux sociaux. Et cette dimension de l'infrastructure qui encourage l'expression diffuse, multiple de chacun, elle est inscrite dans l'esprit de l'Internet, son imaginaire, son idéologie centrale, et du coup au cœur de son infrastructure, même si on voit bien que les débats d'aujourd'hui mais aussi d'hier pour le réguler, pour vérifier qui parle,



pour lever l'anonymat, reposent toujours sur un soupçon de non légitimité, comme quoi n'importe qui n'aurait pas le droit de s'exprimer de n'importe quelle façon sur n'importe quoi. Parce que cette liberté-là aurait quelque chose d'intolérable, de menaçant pour la société. Or Internet, en phase avec les grands penseurs de la démocratie, pose que la liberté d'expression doit toujours être première. En cela, Internet est très américain. Le premier amendement de la Constitution des Etats-Unis, rappelons-le, stipule en effet que je ne délègue ma souveraineté à des représentants via l'élection qu'à la condition même de ma liberté d'expression. Et c'est pour cette raison, explique Stuart Mill, qu'on ne peut pas la brider, car les législateurs qui voudraient le faire ne doivent leur autorité qu'à la liberté d'expression des citoyens qui leur ont en quelque sorte «prêté» provisoirement leur souveraineté pour qu'ils les représentent...

On retrouve d'ailleurs ces idées dans un texte de 1996 signé John Perry Barlow, ex parolier du *Grateful Dead* et membre de l'*Electronic Frontier Foundation* : la « Déclaration d'indépendance du cyberspace », qui part de cette utopie de la plus totale liberté d'expression...

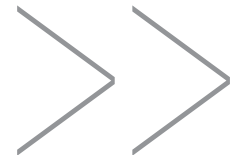
Le texte est tardif : en 1996, il vient après une déjà longue histoire de l'Internet. Mais il résume très bien l'imaginaire qui s'était constitué jusque-là. Il l'enferme en revendiquant en son centre le principe de la liberté d'expression, qu'il oppose aux volontés des Etats. Il s'agit en effet d'une lettre qui leur est adressée, et qui a été prononcée à Davos. Cette lettre leur dit : ne nous réglez pas. Le marché, les militaires et l'Etat américain ont certes participé à la création d'Internet à ses origines, ils ont apporté quelques-unes des pierres de son édifice, mais ils ne l'ont pas construit. La Toile est née peu à peu, dans le temps, d'actions de la société civile, de ses usages, de ses dynamiques de coopération, de ses cultures universitaires, artiste ou hacker. Le marché n'en a pas été le premier moteur, et l'Etat n'y a pas joué le rôle de régulateur central – ce qui ne veut pas dire qu'Internet n'est



pas régulé depuis le départ. On voit bien dans ce texte cette idée d'autodétermination, d'auto-gouvernement d'Internet par lui-même : nous avons inventé cet espace, ne tentez pas d'y imposer vos règles. Nous ne voulons pas que les Etats interviennent pour brider cette liberté, clame Perry Barlow, toute action de leur part ne pouvant que nuire à notre autonomie, donc à Internet : la régulation du Net appartient à nous autres, simples internautes.

Est-ce qu'une entreprise comme Google, avec son logiciel PageRank, n'a pas saisi mieux que d'autres cette logique d'Internet ?

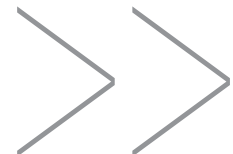
Oui, Google offre avec son moteur de recherche une infrastructure technique à l'imaginaire d'Internet des pionniers, en phase avec ce principe d'auto-organisation et cette idée d'une méritocratie entre individus qui s'engagent fortement sur Internet dans la communication, dans l'échange, dans l'organisation des coopérations. Et il le fait au travers de l'algorithme de son moteur, PageRank. Cette invention permet de classer les informations non seulement en fonction du sujet de la requête, mais sur une base méritocratique. Un site va être très visible sur Google parce que d'autres sites du Web, c'est-à-dire d'autres internautes, ont fait des liens vers ce même site. Le lien hypertexte est ici assimilé à un vote. Mais chaque vote n'a pas le même poids : un site qui a lui-même recueilli plus de votes et plus de votes de «qualité» que les autres, c'est-à-dire qui a été pointé par un plus grand nombre de sites ainsi que par des sites eux-mêmes plus réputés, a en effet plus de valeur qu'un site lambda, ayant suscité bien moins de liens hypertexte en sa direction. Via les liens, chacun reçoit donc de l'autorité des autres sur la Toile. Ce n'est pas un fonctionnement démocratique où chaque voix aurait le même poids. Mais en revanche, tous les actifs d'Internet contribuent à la visibilité des informations qui auront été jugées comme les plus intéressantes, les plus pertinentes sur le Web... En ce sens, l'algorithme PageRank de Google répond aux idéaux des pionniers. Il y répond également parce qu'il dit aux internautes : soyez libres de publier tout ce que



vous voulez, ajoutant : moi, je vais profiter, dans tous les sens du terme, de votre liberté. C'est parce que vous vous exprimez, c'est parce que vous êtes en dialogue, c'est parce que vous échangez des liens qu'ensuite, moi, je vais pouvoir produire le meilleur service, la meilleure information pour l'ensemble de la collectivité. Le moteur de recherche ne fait que reproduire dans une équation l'esprit méritocratique du système de réputation par les pairs : c'est exactement la façon dont nous autres, chercheurs, sommes évalués au travers de nos publications scientifiques, elles-mêmes citées par d'autres publications scientifiques, qui elles-mêmes sont beaucoup citées, de préférence par des revues réputées, etc., ce circuit créant une échelle du mérite.

Mais la façon dont Google gagne de l'argent sur cette base, à partir de la liberté d'expression des internautes, n'est-elle pas paradoxale ?

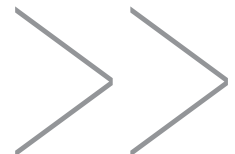
Tout le modèle de Google repose en effet sur une ambivalence forte, qui fait signe sur tout ce qu'est Internet... L'algorithme n'est pertinent que si les internautes sont libres. Son efficacité dépend de la liberté des autres. Plus Internet est libre, plus on publie de liens, plus on produit du contenu, de l'échange, de la discussion, et plus l'algorithme fonctionne bien. Google a d'ailleurs intérêt à ce que les internautes ne pensent pas à l'algorithme. Il faut qu'ils discutent entre eux, respectant en cela l'esprit même des pionniers, mais s'ils se mettent à publier sur leurs pages des liens en pensant non pas à ce qui va nourrir leur argumentation mais à l'objectif de donner des points, de faire monter la réputation de telle ou telle source pour la rendre plus intéressante pour l'algorithme, ils déforment statistiquement la qualité des résultats de la requête. Il vaut donc mieux ne pas penser à Google en agissant, même si tout le marché du référencement sur Internet ne pense qu'à ça en cherchant des moyens de créer des liens qui apportent ainsi une autorité imméritée aux sites de leurs clients. Mais là où le paradoxe se corse, c'est que l'efficacité de son modèle publicitaire dépend lui-même de l'efficacité de son algorithme. La publicité, chez Google, est certes séparée des résultats de requête par une «Muraille



de Chine», ou plus prosaïquement par un filet et un jeu de couleur. Mais la réalité de son système, c'est que Google gagne d'autant plus d'argent que chacun est le plus libre et le plus agissant possible sur la Toile. Google a transformé cette liberté fondamentale d'Internet en martingale financière absolument incroyable en se positionnant comme le grand commutateur, donc d'une certaine façon en autorité majeure du réseau. Il gagne donc de l'argent de la liberté que chacun a reçu de lui pour produire de l'information via son moteur de recherche. Cette ambivalence est le résultat de l'articulation particulière d'Internet entre les systèmes marchands et non marchands. C'est donc un acteur privé, devenu incontournable, avec un pouvoir monopolistique sur l'organisation de l'information sur la Toile, qui nous émancipe, nous ouvrant cette liberté de l'Internet. Là est le paradoxe : d'un même élan, il nous émancipe et nous contrôle, ayant acquis un pouvoir très excessif sur l'Internet.

## Et Facebook ? Correspond-il à l'idéal démocratique du Net ?

Il y a une tension, aujourd'hui, dans la recherche d'informations sur le Web et plus largement dans son infrastructure. Google classe les informations globales de façon commune pour l'ensemble des internautes, même s'il s'engage de plus en plus dans une logique de personnalisation des recherches, alors que Facebook organise l'information pour chacun, depuis son cercle d'amis, de connaissances, de gens proches dans la vie réelle ou de groupes d'intérêt. C'est depuis cet espace-là qu'il organise pour chaque internaute l'information qui l'intéresse, lui et ses proches. Du coup, Facebook enferme l'individu dans un espace affinitaire, communautaire, où l'on accède aux informations des gens qui nous ressemblent, mais où il y a en revanche plein d'informations qu'on ne voit pas, alors que Google nous les montrerait. Il y a donc deux modèles qui sont aujourd'hui en concurrence dans l'organisation de l'information : un modèle de classement par l'autorité sur une base se voulant universelle ; et un modèle de classement par les affinités, se voulant plus proche des individus. L'ambivalence de Facebook, c'est qu'en même temps,





il a démocratisé l'accès à la publication sur Internet. Dans le modèle de Google, des blogs et des sites Web, écrire sur le Net était tout de même réservé à une élite sociale, on était plutôt blanc, Américain, cultivé, cela correspond au profil des pionniers du Web. Avec Facebook, on est plus dispersé géographiquement, on peut être moins cultivé, et on a les jeunes qui y sont arrivés en masse. Car publier un statut, partager une photo ou entrer dans une conversation, c'est beaucoup plus simple que d'écrire un texte qui va être ensuite référencé par les moteurs de recherche. On a donc à la fois une démocratisation dans les pratiques et en même temps un enfermement des utilisateurs à l'intérieur d'un espace. D'autant que la plateforme Facebook est moins ouverte que Google : elle garde les données, les échange avec les entreprises, fait du profiling publicitaire. En ce sens-là, elle ne respecte pas du tout les idéaux des pionniers du Net.

Si l'on se projette vers le futur proche, et vers ce devenir de plus en plus commun de l'Internet via les PC, les tablettes, les smartphones et l'informatique ubiquitaire qui va lui permettre de passer par de plus en plus d'appareils, est-ce qu'on ne va pas de plus en plus vers des logiques de profilage pour le coup très contraires à l'esprit d'Internet ? Est-ce qu'il n'y a pas un risque de voir cette démocratie propre à Internet, si ce n'est disparaître, du moins se transformer et évoluer vers des formes d'une certaine façon moins libres ?

Je ne suis pas prophète. Mais on sent bien qu'il y a des dynamiques fortes à l'œuvre depuis longtemps, qui sont liées au succès d'Internet. La logique ultra participative de l'innovation a marché d'autant mieux qu'elle fonctionnait dans des cercles de gens



partageant une même vision du monde... Maintenant, ce n'est plus l'entre soi, Internet est partout, il est central dans notre vie sociale, et vital pour nos économies. Il est donc soumis à des forces de plus en plus commerciales, voire de plus en plus autoritaires. Ce qui est au cœur de cette démocratie spécifique à Internet, c'est le lien hypertexte. C'est un Internet des liens hypertexte produits par les usagers. Or les applications qui s'imposent sur les smartphones et les tablettes se passent très bien de ces liens : elles peuvent facilement enfermer l'utilisateur dans des usages spécifiques, dans des territoires volontairement limités, au contenus contrôlés et avec des publicités personnalisées. On n'entre plus dans un Internet qui est une sorte de texte commun fonctionnant sur la logique de cette circulation ouverte que favorisait le lien hypertexte, mais dans des enclos structurés par des applications. Le mobile est en effet l'endroit typique où l'on a son interface et son application qui l'a fait fonctionner. Ça rend beaucoup de services aux utilisateurs, ça favorise le développement d'Internet. Mais le risque, si cela capture l'ensemble de l'expérience de l'utilisateur, c'est que cette tendance aboutisse à la disparition de beaucoup des fonctionnalités dont nous parlions tout à l'heure. Etant moi-même optimiste, j'ai toujours pensé qu'Internet était un composite, notamment dans ses usages multiples, de la réservation d'un billet de train à la participation à un chat... Or cette diversité est tout de même au cœur des nouvelles expériences numériques des utilisateurs. On ne veut pas être enfermé dans une unique expérience numérique, on veut profiter d'une multitude de telles expériences. Sans doute allons-nous être de plus en plus domestiqués et enrôlés via certains terminaux et certaines applications, mais on peut toujours déplacer ses usages ailleurs. C'est la conséquence assez problématique, qui suppose donc une vigilance, de la réussite du projet des fondateurs.

Ecouter le podcast tiré de l'entretien avec Dominique Cardon sur le site Culture Mobile.